

Est-ce qu'on oublie la région ...jusqu'aux prochaines élections régionales ?

Au fil des lois de décentralisation depuis 1982, les régions sont devenues un échelon administratif ayant une fonction stratégique importante, en dépit de la faiblesse de leurs budgets. La fusion toute récente et les nouvelles compétences issues de la dernière réforme territoriale, en leur donnant un rôle prescripteur accru, en font désormais un acteur majeur de l'organisation territoriale.

Pourtant, durant les 30 années de cette évolution, **l'organisation du Parti Communiste est restée installée quasi-exclusivement sur les départements**. Certes, sur le papier, dans les statuts, on a bien couché quelques lignes mentionnant l'existence d'une structure régionale, « les comités régionaux », mais le flou sur leur mode de fonctionnement, le manque de clarté sur leurs compétences et leur articulation aux fédérations révèlent à quel point les résistances internes et l'impensé collectif ont empêché jusqu'à aujourd'hui que se construise un véritable échelon régional.

Ce vide d'organisation a largement contribué aux difficultés rencontrées pour résoudre les conflits internes qui surgissent régulièrement à l'occasion des élections régionales, quand les choix majoritaires de fédérations relevant de la même région diffèrent. Il ne faut pas s'étonner en effet qu'il soit difficile de faire reconnaître la légitimité du vote majoritaire régional par rapport au vote départemental, lorsque l'échelon régional ne prend vie qu'au moment des élections, c'est-à-dire au moment le plus sensible où l'on se confronte à la stratégie d'alliance électorale et au choix des candidats, sans qu'auparavant il y ait eu la pratique politique commune qui légitime dans les consciences l'existence du fait régional ! Combien de comités régionaux ont réellement fonctionné depuis 2010, avec un travail d'information sur les dossiers régionaux, des initiatives politiques, la production de textes portés à la connaissance de tous les communistes ? En réalité, ce travail a été assuré par les élus, le plus souvent sans la structure d'appui du parti pourtant bien utile pour élargir le cercle des camarades bien informés, pour co-élaborer le positionnement élu (pas toujours simple à déterminer sur certains dossiers). C'est bien dommage, car c'est en marchant sur les deux jambes, élus et structure dans le parti, que l'on se donne les moyens de construire à l'extérieur de l'institution le rapport de force qui accroît l'efficacité des interventions à l'intérieur de l'institution.

Cette défaillance de notre organisation, qui nous a porté préjudice jusqu'à présent, devient carrément suicidaire après les élections de décembre dernier. Remettons une fois de plus la poussière sous le tapis jusqu'aux prochaines échéances régionales, avec trois fois moins d'élus régionaux dans l'ensemble du pays, aucun dans 7 régions sur 13, et nous serons à coup sûr hors jeu du débat et de l'action politiques sur nombre de questions traitées en région ; il s'agit non seulement du quotidien des populations, mais aussi des enjeux nationaux et européens. **La mise en activité d'un échelon régional efficace, pour être enfin en cohérence avec les lieux de décision politique du pays, fait partie des transformations incontournables du parti que nous devons réussir, sans tarder.**

Au-delà de la nécessaire clarification des statuts et de la reconnaissance de notre structure régionale comme autre chose qu'un simple lieu de coordination entre fédérations, car la région est une entité politique à part entière et non une somme de départements, **c'est surtout la volonté politique de la direction nationale à sortir le secteur région de sa léthargie actuelle qui comptera.**

Quelques propositions offertes au débat :

1-Impulser d'ici le congrès une réunion de chaque comité régional (regroupés là où le périmètre a changé) pour qu'il y ait discussion sur les modes d'organisation qui semblent appropriés à la nouvelle taille.

La problématique posée par la fusion est en effet d'être en cohérence avec le lieu de décision politique, tout en associant le maximum de camarades à la réflexion et à l'action régionales. L'ampleur des déplacements risque de réduire le comité régional à une structure étriquée, n'échappant pas, malgré nous, à la logique technocratique d'une réforme technocratique. Peut être faut-il alors envisager une structure à deux niveaux, avec un **comité grande région** relativement restreint et des **commissions thématiques et territoriales plus larges**. Certaines d'entre elles pourraient d'ailleurs être ouvertes au-delà du parti. A l'issue des dernières élections, nous disposons d'un potentiel considérable de compétences avec les candidats de nos listes et les contacts très riches de la campagne. Ce serait vraiment du gâchis que de laisser ce réseau s'effiloche.

2- Un groupe de travail national pourrait faire la synthèse des discussions provenant des 13 régions et élaborer un **texte d'orientation sur nos objectifs d'organisation et de travail en région pour le congrès**.

3- Mettre sur pied après le congrès un secteur région motivé, qui soit en capacité d'organiser les échanges d'informations, de pratiques entre les 13 comités régionaux renouvelés, et lancer des initiatives.

L'objectif de tenir une fois par an dans chaque région des assises régionales publiques, pour faire la synthèse de nos travaux pourrait être retenu, avec au programme le bilan des politiques régionales, un état des lieux sur la mise en application de la réforme territoriale et nos propositions régionales. Cela paraît indispensable pour éviter la marginalisation politique en région qui nous guette là, particulièrement là où nous n'avons plus d'élus.

Un tel rendez-vous annuel est d'autant plus indispensable que les transferts de services et d'activités au détriment des anciennes capitales de région sont en train de se réaliser à une vitesse accélérée (en tous cas bien plus vite que ne l'avaient prévu les responsables socialistes des territoires concernés) et touchent aussi les secteurs parapublic et privé. Nous avons un devoir de vigilance, d'alerte et de résistance sur ces effets de métropolisation mortifères pour l'équilibre des territoires.

4-Reconnaître enfin l'échelon régional dans notre organisation.

Cela passe par un véritable effort pour **ouvrir les comités régionaux et leurs commissions aux camarades intéressés par les problématiques régionales**, et je peux garantir qu'il il y en a, mais ils ne sont pas toujours membres des directions de sections ou de fédérations. Il faut donc aller les chercher.

Pour donner un élan nouveau à l'animation des comités régionaux, peut-être convient-il lorsque c'est possible d'éviter **le cumul avec la fonction de secrétaire départemental**. En effet, la surcharge des secrétaires départementaux ne facilite pas l'émergence d'une organisation régionale pour des raisons évidentes de disponibilité et de temps et d'implication. L'animation d'un comité régional est une fonction politique à part entière, sauf à rester dans le faux semblant qui l'a emporté jusqu'ici. On touche là un point sensible, et un congrès sans tabous ne doit rien mettre sous la table. Parmi les

secrétaires départementaux, certains ont nourri des craintes qu'un échelon régional ne s'érige en superviseur de leur activité. Le cumul des fonctions n'aurait-t-il pas été un des moyens de rassurer ?

Il est évident que **l'ossature départementale de notre organisation reste primordiale**, car c'est la bonne échelle pour le travail de proximité et une liaison étroite avec la direction nationale. La structure régionale n'a donc pas vocation à s'interposer entre les fédérations et la direction nationale. Mais il est tout aussi évident que certaines problématiques ne peuvent pas être maîtrisées au niveau départemental, qu'il s'agisse entre autres des transports, de la formation professionnelle, des politiques de filières ou de l'Université. Dans ces dossiers, **la légitimité du positionnement politique doit revenir à la structure régionale**, étant entendu que l'articulation avec les fédérations doit être soigneusement travaillée.

Actuellement, les secrétaires des comités régionaux qui ne sont pas secrétaires départementaux n'existent pas dans l'organigramme : aucune information interne ne leur parvient, ils ne sont conviés à aucune réunion élargie du CN, fût-ce à propos des élections régionales. Anecdotique certes, mais révélateur de la non existence de fait du niveau régional dans le parti.

Notre projet de transformation, pour être perceptible, doit prendre corps dans des propositions concrètes qui conjuguent des logiques économiques alternatives à la rentabilité du capital, la démocratie et une autre utilisation de l'argent, qu'il soit public, bancaire ou privé. **La région est une échelle pertinente faire émerger les rassemblements autour de ces nouveaux modèles de développement.**

Evelyne Ternant

Fédération du Doubs

Secrétaire du comité régional de Franche-Comté